



Evaluation des diplômes Licences – Vague B

ACADÉMIE : NICE

Établissement : Université de Nice Sophia Antipolis

Demande n° S3LI120001012

Domaine : Droit, économie, gestion

Mention : Economie-Gestion

Présentation de la mention

La Licence d'Economie-Gestion de l'Université de Nice Sophia Antipolis délivre une formation générale dans un parcours du même nom, et des formations plus spécifiques dans quatre autres parcours à finalités et contenus différents : deux parcours Tourisme et Stratégie d'entreprise et développement international (SEDI) commençant en troisième année (L3) et deux nouveaux parcours International et Economie-Sociologie commençant dès la première année (L1). Les deux premiers, issus d'ex-Instituts Universitaires Professionnalisés (IUP), disposent d'un débouché naturel sous la forme de masters locaux. Les deux autres parcours en L1 entendent attirer des étudiants bacheliers par la perspective d'une formation tournée vers l'international, ou vers une plus grande pluridisciplinarité. Le parcours International regroupe à la fois des étudiants suivant des cours spécifiques en langue anglaise et réalisant une mobilité internationale en L2, des étudiants suivant un double cursus avec l'Université de Turin, et des étudiants étrangers, très nombreux, inscrits dans des doubles diplômes dans leur pays d'origine. Le parcours de double licence Sociologie-Economie s'adresse à des étudiants attirés par une approche pluridisciplinaire.

Indicateurs

Nombre d'inscrits en L1	568
Nombre d'inscrits en L2	262
Nombre d'inscrits en L3	171
% sortant de L2 pour intégrer une autre formation que le L3 correspondant	NR
% entrant en L3 venant d'une autre formation que le L2 correspondant	NR
% d'abandon en L1	31%
% de réussite en 3 ans	NR
% de réussite en 5 ans	NR
% de poursuite des études en master ou dans une école	NR
% d'insertion professionnelle	NR

Bilan de l'évaluation

- Appréciation globale :

La mention Economie-Gestion présente une architecture complexe, avec au total cinq parcours à effectifs inégaux et à finalités différentes.



Le parcours Économie-gestion, qui draine la grande majorité des effectifs, reste très généraliste sur les six semestres, ce qui ouvre les étudiants à une grande variété de masters, mais les prive d'un début de spécialisation.

Le parcours International voit sa complexité s'atténuer si on le dissocie des doubles diplômes étrangers. Il est voué en effet à accueillir des étudiants sélectionnés, soit pour suivre des cours en anglais et partir à l'étranger en L2, soit pour suivre un double cursus avec l'Université de Turin. Il recouvre aussi un ensemble de formations dispensées à l'étranger dans le cadre de doubles diplômes, dont une partie des cours et le contrôle des connaissances sont assurés par des enseignants-chercheurs de la mention. Ce sous-parcours en double diplomation revendique un effectif important, susceptible de faire peser une charge très lourde sur les enseignants-chercheurs impliqués.

Les deux parcours débutant en L3 drainent très majoritairement des étudiants provenant d'autres formations (essentiellement, IUT et BTS), pour alimenter des masters locaux tournés vers le tourisme et le développement international. Le parcours Tourisme revendique une spécialisation professionnelle affirmée, mais n'attire pas les étudiants provenant de la L2 locale, sans que l'on sache si cette évolution provient de la transition de l'ancien IUP dans le LMD ou si elle est durable. La même remarque s'applique au parcours SEDI, qui est déserté par les étudiants issus de la licence d'Économie-Gestion et fait en partie double emploi pour ces derniers avec le parcours International.

Enfin, le parcours de double licence Économie-Sociologie combine des enseignements issus des deux formations sur leurs trois années, et devrait se prolonger par une poursuite d'études dans des masters appartenant à l'une ou l'autre de ces disciplines.

De manière générale, la formation s'inscrit dans une politique d'aide à la réussite des étudiants qui s'avère nécessaire au regard des taux de réussite aux examens, encore faibles. Quant aux poursuites d'études, en dehors des parcours professionnels ouverts en L3, elles sont peu connues, et ne peuvent être que très marginalement préparées par des choix d'options en L3. Le pilotage de la formation repose sur une responsable de la mention et des responsables de parcours, sans spécification d'une direction d'études ni d'équipes de formation spécifiques.

- Points forts :

- Mise en place du dispositif d'aide à la réussite (enseignement de mise à niveau, tutorat d'accompagnement, aide à l'élaboration d'un projet professionnel, cours en ligne pour les stagiaires de formation continue).
- Dispositif d'ouverture internationale important par l'ouverture d'un parcours International avec cours en ligne permettant une formation à distance.
- Existence d'un parcours professionnel Tourisme à forte insertion locale et d'un parcours pluridisciplinaire en Sociologie-Economie.

- Points faibles :

- Débouchés (insertion professionnelle ou poursuite en master) manquant de clarté (sauf pour deux parcours).
- Données chiffrées insuffisamment renseignées (pourcentage de réussite, de poursuite en master et d'insertion professionnelle).
- Architecture complexe, notamment en matière de parcours International et SEDI.
- Concentration des efforts sur les parcours à accès sélectif.
- Absence d'UE de L1 et L2 préparant aux licences professionnelles et absence de stages sauf pour les parcours SEDI et Tourisme.
- Pilotage insuffisamment structuré (pas de données de suivi de la population étudiante, évaluation des enseignements uniquement en L3).
- Fiche Répertoire national de certifications professionnelles (RNCP) renseignée de manière inégale.
- Dossier non structuré ne permettant pas d'avoir une vue d'ensemble sur la formation.

Notation

- Note de la mention (A+, A, B ou C) : B



Recommandations pour l'établissement

Il serait souhaitable de simplifier la présentation des parcours tournés vers l'international.

Il conviendrait de revoir le parcours Économie-Gestion afin d'accroître son attractivité.

Il serait opportun de revoir l'acquisition de compétences additionnelles et transverses, qui parfois n'apparaissent qu'en fin de cursus.

La politique des stages pourrait être étendue à l'ensemble de la formation et pas seulement aux parcours SEDI et Tourisme.

Le dossier mériterait à l'avenir d'être mieux renseigné, notamment en ce qui concerne le pilotage de la formation, l'impact des évaluations, le dispositif de suivi de la population étudiante et la fiche RNCP. Il devrait également comprendre davantage de données chiffrées sur les pourcentages de réussite, de poursuite d'études en master et d'insertion professionnelle.